



MEDIAPART

SÉRIE EP. 4 Israël-Palestine : les échos d'un conflit

Les chants de la résistance palestinienne

Depuis la Nakba de 1948, la plupart des Palestiniens vivent hors de leurs terres, spoliées ou occupées, et leurs cris de justice et de liberté se font le plus souvent entendre depuis l'étranger. Rien n'a encore réussi à les étouffer, pas même les bombes ni les murs.

Simon Rico

13 août 2026 à 16h23

« *Je suis né à Jérusalem et j'ai grandi à Gaza. [...] Comme j'espère que vous le savez tous, la population de Gaza subit un génocide brutal depuis six mois. Et la population de Palestine subit une occupation brutale depuis soixante-quinze ans.* »

Le 13 avril 2024, Saint Levant, *alias* Marwan Abdelhamid, électrise le très prisé festival californien de Coachella. Au bout d'une dizaine de minutes de concert, le chanteur s'adresse à la foule réunie sous la tente Gobi, au milieu du désert à l'est de Los Angeles (États-Unis). « *Ce n'est pas juste moi sur scène, c'est tout le monde arabe.* » Devant lui, les drapeaux palestiniens tournoient au-dessus des têtes, dont certaines sont couvertes d'un keffieh, et les hourras résonnent. « *Nous, les Palestiniens, nous savons bien ce qu'est la résilience : on reviendra et on reconstruira.* » Puis la musique reprend.



Le chanteur et musicien palestinien Saint Levant en concert aux Francofolies, à la Rochelle, le 14 juillet 2025. © Photo Sadaka Edmond / SIPA

Saint Levant est aujourd'hui « *un symbole de la résistance palestinienne* », remarque le quotidien libanais *L'Orient-Le Jour*. En notant que la violence de la répression israélienne post-7-Octobre a brutalement fait changer de statut celui qui passait jusque-là pour un « *lover boy* » branché. Désormais, il utilise tout l'espace médiatique à sa disposition pour défendre sa terre natale, quittée en 2007, quand il n'avait que 7 ans.

« *Sa musique est devenue un cri de ralliement pour les défenseurs de la cause palestinienne*, insiste Cyril Sauvageot dans sa chronique « La BO du monde » sur France Inter. *À mesure que la guerre à Gaza faisait rage, son propos s'est durci, ses prises de parole sont devenues plus enflammées.* [...] *Polyglotte, il peut jongler dans le même morceau entre l'anglais, le français et l'arabe, ce qui confère à sa musique une dimension universelle.* »

Après un deuxième EP titré *From Gaza with Love* (2023), Saint Levant a sorti son premier album au printemps 2024, *Deira*, qui tire son nom du célèbre hôtel construit par son père à Gaza, au bord de la mer. Les bombes de Tsahal venaient de détruire l'établissement, bien connu des envoyés spéciaux internationaux. Le disque s'ouvre avec « *On This Land* », en duo avec le groupe gazaoui Sol Band.

« *On n'a pas choisi de vivre cette vie à l'étranger* », glisse Saint Levant en anglais, qui conclut, frondeur, son couplet : « *Croyez-vous pouvoir nous censurer ?* » Sur une

entêtante mélodie à l'oud, Sol Band renchérit en arabe :
« *Nous n'oublierons jamais nos martyrs et dans ma patrie, tu me trouveras toujours, / Même s'ils bloquent la place, même s'ils nous volent notre adresse, la terre sacrée de Jérusalem.* »

Saint Levant est loin d'être l'unique artiste exilé à porter la voix de la Palestine tout autour du monde. Sur *Deira*, il invite par exemple le tout jeune MC Abdul, qui s'est fait connaître dès 2019, à 11 ans, avec son rap en anglais inspiré par Eminem. « *La Palestine est occupée depuis des décennies, / C'est notre maison depuis des siècles [...]. Mes grands-parents ont été expulsés et forcés de partir pour le camp de réfugiés de Gaza, / Rien n'a changé. Ils n'ont jamais pu revenir* », tonne-t-il dans son freestyle « Palestine », tourné au printemps 2021 au milieu des ruines, conséquence de récents bombardements israéliens. Installé à Los Angeles, il continue de conter les déboires et les rêves de Gaza.

Peu après le 7 octobre 2023, la chanteuse palestino-chilienne Elyanna diffusait sur ses réseaux sociaux « Olive Branch », une ballade pacifiste adressée en arabe à la terre de son enfance : « *Les mots me manquent, que dire de plus ? / Mes larmes sont taries, mon cœur est brisé. / Je suis loin, mais je prie pour toi. / Je t'envoie la paix, comme un rameau d'olivier.* »

Sur ses comptes TikTok et Instagram, qui comptent chacun plus d'un million d'abonné-es, ses publications sont parsemées d'emojis pastèque, symbole de résistance à l'occupation des territoires palestiniens, ainsi que de colombes, de branches d'olivier et de cœurs blancs. Celle qu'on surnomme la « Rihanna arabe », à cause de sa voix, utilise le terme « Palestine » lorsqu'elle évoque Nazareth, ville du nord d'Israël où elle est née en 2002, dans une famille chrétienne.

Les profondes racines de la résistance en exil

Pour les Palestinien·nes, la résistance musicale en exil a commencé dès la Nakba, la « catastrophe » de 1948. Plus de la moitié de celles et ceux qui vivaient sur le territoire de la Palestine sous mandat britannique quittent alors leurs terres, de gré ou de force.

L'année suivante, l'État d'Israël occupe 78 % de la Palestine mandataire, tandis que l'Égypte prend le

contrôle de la bande de Gaza et la Jordanie celui de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie. « *N'étant plus en mesure d'accéder à ses propres territoires, le gouvernement palestinien est entièrement transféré au Caire fin octobre 1948 et devient un gouvernement en exil, dénué d'assise territoriale* », résume l'article Wikipédia.

La Palestine s'impose dès lors comme un élément central du panarabisme en plein essor, symbole de la nécessaire lutte contre le colonialisme et l'occupation étrangère. « *Au nom de notre union, lève-toi, ô lutte, et dis aux sionistes agresseurs que la bannière du monde arabe a trouvé ses étoiles depuis l'année 1948* », tonne par exemple la célèbre chanson « Sawt al-Gamâhîr », écrite par l'Égyptien Hussein El Sayed, tandis que ses compatriotes stars Mohammed Abdel Wahab et Abdelhalim Hafez exaltent la fibre nationaliste. Depuis Beyrouth, la maronite Faïrouz chante « Nous revenons » sur une orchestration des frères Rahbani.

La mode reprend de plus belle au moment de la guerre des Six Jours, en 1967, qui provoque une nouvelle vague d'exode. « *Les occupations de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie et de Gaza par l'armée israélienne, vécues comme de véritables tragédies, vont être une nouvelle source d'inspiration* », souligne le chercheur et militant Emmanuel Dror. Faïrouz dédie un album à la ville sainte (*Jerusalem in My Heart*), qui s'ouvre par « La fleur des villes », sublime complainte évoquant ses mosquées, ses églises et ses synagogues. Le disque se referme par « Nous reviendrons un jour » : le retour est désormais évoqué au futur, signe que cette perspective s'éloigne.

Créée en 1964, l'Organisation de libération de la Palestine met sa patte sur la résistance culturelle qui accompagne sa lutte armée.

Au Caire, la défaite des armées arabes passe mal et certaines voix dissidentes se font entendre, pour critiquer Nasser et soutenir les « frères » palestiniens. « *Oh Palestiniens, je veux venir et être avec vous, les armes à la main* », lance le chanteur Cheikh Imam, accompagné de son oud, sur « Oh Palestiniens ». « *Le morceau est devenu si populaire que lorsque le jeune Yasser Arafat s'est rendu au Caire en août 1968, il a tenu à rencontrer le cheikh, qui le lui a chanté* », raconte l'historien palestino-états-unien Joseph Massad.

Créée en 1964, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) s'impose alors et met sa patte sur la résistance culturelle, et donc musicale, qui accompagne sa lutte armée. Chassée de Jordanie après le sanglant Septembre noir de 1970, l'OLP prend ses quartiers au Sud-Liban, et c'est de là qu'est produit le premier clip palestinien, tourné par le peintre Ismaïl Shammout, son directeur du département des arts et de la culture nationale. La jeune chanteuse Zeinab Shaath, 17 ans, interprète à la guitare sèche, keffieh autour du cou, « The Urgent Call of Palestine », une ballade dans la veine de Joan Baez.

C'est le single du seul disque (un EP) sorti par le département culturel de l'OLP. Les poètes Mou'in Bsisou, Mahmoud Darwich et Abd al-Wahhab al-Bayati ont écrit les paroles des trois autres titres (« Resist », « I Am an Arab », « Take Me Back to Palestine »). Chanter en anglais, dans un style folk à la mode en Occident, vise bien sûr à médiatiser la lutte au-delà du monde arabe et des pays socialistes, qui sont alors les deux principaux soutiens et relais de l'OLP.

Après la guerre du Kippour, la reconnaissance internationale de l'OLP s'accélère : l'organisation est admise par les Nations unies comme membre observateur en 1974 et désignée « *seule et légitime représentante du peuple palestinien* ». Cette année-là, le label américain Folkways – fondé par un juif ashkénaze à New York – publie ainsi la compilation *Palestine Lives ! Songs from the Struggle of the People of Palestine* (1974).

« *Ce que vous entendez sur ce disque est un écho – l'écho d'une phase cruciale de la longue lutte du peuple palestinien* », peut-on lire dans le livret. Ce disque rassemble des chants révolutionnaires de l'OLP, popularisés par les radios mobiles sillonnant la Jordanie et les radios de propagande installées au Caire, au Liban, en Irak et en Syrie. « *[Ils] s'adressaient à la fois aux Palestiniens de la diaspora et à ceux vivant sous occupation* », précise Joseph Massad.

Sur ce disque figure notamment « Beladi » (« Ma patrie »), nouvel hymne de la Palestine, crédité aux membres du Fatah à Amman. « *Le peuple a décidé de te libérer / Des mains des oppresseurs [...], / Même si le chemin est long et difficile, / La victoire est notre seul destin. / Nous marcherons sous les balles, / Nous ne craignons pas la mort.* »

D'autres vinyles du chœur de l'OLP ont paru tout au long des années 1970 sur des labels militants en Europe de l'Ouest, qui éditaient aussi des artistes engagés reconnus comme Mustafa al-Kurd. En revanche, Abou Arab, pourtant considéré comme le « poète de la révolution palestinienne » et très proche de l'OLP, n'a jamais eu l'honneur d'une édition hors du monde arabe... Malgré plus de 300 chansons enregistrées en six décennies d'une carrière menée entièrement en exil, lui qui fut expulsé avec les siens dès la Nakba.

Dans les villes de Cisjordanie occupée, une petite scène rock émerge au tournant des années 1960-1970. Ces groupes chantent avant tout en anglais, pour copier leurs idoles. Rares sont ceux dont l'histoire a retenu le nom, faute d'avoir pu graver de disques : ici, il n'y avait ni studio ni label, et ce répertoire occidental n'a guère les faveurs de l'OLP pour espérer enregistrer chez ses alliés.

Les Al-Bara'em (« les bourgeons ») font exception, avec leur rock mélancolique orientalisant, teinté de psychédéisme. Une sorte de préfiguration du son palestinien « moderne », hybride, qui fleurira durant la décennie suivante. « *Après Septembre noir en 1970, il me semble qu'Al-Bara'em s'est pleinement consacré à l'interprétation de compositions originales en arabe* », rapporte Sama'an Ashrawi, fils d'un des membres, qui leur a consacré un documentaire.

Ce virage les a peut-être sauvés de l'oubli, avant que l'aventure ne s'arrête en 1976, au bout d'une décennie d'activité, quand presque tout le groupe s'est envolé vers les États-Unis, épuisé d'être harcelé par les autorités israéliennes. Quatre chansons d'Al-Bara'em ont été exhumées par Sama'an Ashrawi, qui les a mises en ligne sur YouTube. Des titres aux noms évocateurs : « Chemin », « Paix », « Révolutionnaire », « Aube ».

Une fois aux États-Unis, seul un membre d'Al-Bara'em a continué à se faire entendre, tout en travaillant dans la cordonnerie ouverte par son frère dans le Michigan. Accompagné d'une guitare ou d'un oud, George Kirmiz est devenu l'une des voix palestiniennes les plus écoutées par les siens grâce aux copies et recopies piratées de ses cassettes.

Sa chanson « Mon nom est le peuple palestinien » (1981) a ainsi résonné partout, des camps de réfugié·es aux

manifestations, tout au long des années 1980, et sur YouTube on peut en trouver une foule de versions et de reprises. Son adaptation du poème *Carte d'identité* de Mahmoud Darwich est aussi restée célèbre, évocation de l'oppression imposée par Israël aux Arabes vivant sur son sol. Les cinq albums autoproduits de ce Syriaque né dans le quartier arménien de Jérusalem sont autant d'exemples d'appel au *sumud* (la « résistance »).

En 1982, Israël envahit le Sud-Liban pour éradiquer le « Fatah Land » de l'OLP, avec le soutien de milices chrétiennes. Cette guerre meurtrière bouleverse les Palestiniens, mais aussi l'opinion publique internationale. Le groupe Sabreen (« les patients »), basé à Jérusalem-Est, l'évoque sur son deuxième album *La Fumée des volcans*, qui sort en cassette. Si ce support bon marché reproductible à l'infini libère (un peu) la production musicale palestinienne, son audience ne dépasse guère les territoires occupés et Israël.

« Comment faire passer notre message d'une identité palestinienne affirmée de manière subtile ? »

Bashar Shammout, guitariste du groupe Al-Fajr

Rien à voir avec l'écho des artistes libanais, Marcel Khalifé et Ahmed Kabour (avec son hit « *Ounadikom* ») en tête, qui prennent fait et cause pour le peuple palestinien face à Israël (dont l'armée occupe aussi leur pays, en proie à la guerre civile). Leurs chansons font le tour du monde et leur style, mariant influences orientales et occidentales, inspire le répertoire palestinien.

Depuis Beyrouth, Julia Boutros, chrétienne maronite comme Marcel Khalifé, ravive la flamme du panarabisme fin 1987 avec « Où sont passés les millions ? », accompagnée par la Syrienne Amal Arafa et la Tunisienne Sawsan Hammami.

« Dieu est avec nous, il est le plus fort, / Il est plus grand que les enfants de Sion [...]. / Le feu de la révolution devient plus fort, / Nous sommes les vainqueurs. » Les paroles rappellent la verve nationaliste des années 1950 et deviennent la bande-son de la première Intifada, partie de la bande de Gaza. Voilà une version de cet immense tube diffusée à l'époque par la télévision irakienne.

Du côté de Jérusalem-Est, Sabreen sort le très bel album *La Mort du Prophète*. C'est le début de la reconnaissance internationale, qui va permettre au groupe de financer la création d'un centre homonyme dans le quartier de Cheikh Jarrah. Le studio Sabreen est vite devenu un lieu essentiel pour les musiciens palestiniens de tout le Proche-Orient. Fermé en 2022, l'espace a rouvert et tente aujourd'hui de survivre.

Exilé au Koweït, le groupe Al-Fajr (« l'aube ») marche dans les pas de Sabreen. « D'un côté, il y avait les choses autorisées par l'OLP, qui étaient ultranationalistes et prônaient ouvertement la révolution et la résistance, se souvient le guitariste Bashar Shammout. De l'autre, il y avait des groupes comme le nôtre et Sabreen qui adoptaient une approche différente. Nous nous demandions : "Comment faire passer notre message d'une identité palestinienne affirmée de manière subtile ?" »

La première Intifada voit en effet Israël pourchasser les voix palestiniennes dissidentes. Comme celle de Riad Awwad, jeune électricien, qui enregistre chez lui, avec ses sœurs, une cassette titrée *Intifada 87*, où il raconte son désir de liberté sur de géniales instrus bricolées au synthé. « Dans les rues, dans les fermes, dans les usines, je me battraï, battraï, battraï, battraï pour libérer mon peuple et ma terre », chante-t-il sur « Je suis de Jérusalem ».

Les 3 000 exemplaires sont vite saisis par la police et Riad finit en prison, comme le raconte la réédition du label Ma'Jazz Project. À cette époque, le célèbre compositeur palestinien Suhail Khoury est lui aussi jeté derrière les barreaux six mois durant, non sans avoir été torturé.

« Après la première guerre du Golfe et les accords d'Oslo de 1993, le "processus de paix" annonce une ère nouvelle », poursuit Emmanuel Dror. Comme beaucoup, Sabreen croit la paix possible, ce que raconte leur disque *Les Colombes approchent* (1994). En 1996 puis en 1998, une vingtaine d'artistes se réunissent pour chanter ensemble « Le rêve arabe », projet financé par le richissime prince saoudien Al-Walid ben Talal al-Saoud sur le modèle de ce que l'Égypte de Nasser produisait auparavant pour vanter l'unité arabe.

« Le rêve arabe » vire au cauchemar

« *Même si la nuit est longue, l'aube finira par arriver* », prophétise le titre qui passe en boucle dans les pays arabes durant la seconde Intifada... Comme pour conjurer le mauvais sort, alors que le Proche-Orient replonge dans le chaos. La répression armée d'Israël se durcit, Ariel Sharon commence l'édification d'un immense mur de séparation avec la Cisjordanie et la colonisation s'accélère. Quant aux Palestinien·nes, ils et elles se déchirent entre partisans du Fatah et du Hamas.

Dans ce contexte morose, le rap s'impose comme le nouveau répertoire contestataire de la jeunesse palestinienne, révélateur des mutations culturelles d'une Palestine désormais tournée vers le monde entier. « *Nous sommes les Noirs d'Israël* [...] *Nous vivons sous une occupation physique et mentale* », clame en 2005 Tamer Nafar, du groupe pionnier de cette vigoureuse scène, DAM, acronyme de Da Arabian MC's.

Originaire de Lod, banlieue pauvre et cosmopolite de Tel-Aviv, DAM rappe la révolte en arabe et en hébreu – « *pour informer l'autre camp* » –, en proclamant sa filiation tant avec la résistance d'antan qu'avec le rap US « *conscient* ». En 2001, leur titre « Qui est le terroriste » est diffusé à leur insu par un ami sur le défunt forum arabrap.net. Un mois plus tard, le fichier MP3 a été téléchargé un million de fois : les médias internationaux qualifient le groupe de « *porte-voix d'une génération sacrifiée* ».

« Avant, je donnais environ 160 concerts par an. Depuis le 7-October, je n'en ai donné que deux. »

Tamer Nafar du groupe DAM

Ses paroles sont en effet explicites : « *Comment suis-je le terroriste alors que vous avez pris ma terre ? [...] Vous nous tuez comme vous avez tué nos ancêtres, / Vous êtes le témoin, l'avocat et le juge. / Si vous êtes mon juge, je serai condamné à mort. / [...] Tu me fais taire et tu cries : "Mais vous laissez les enfants jeter des pierres ?" [...] Vous opprimez, vous tuez, nous enterrons [...]. / Et je continuerai à me défendre, / Même si vous me traitez de terroriste.* »

Un quart de siècle plus tard, DAM reste incontournable, mais subit de plein fouet la guerre à Gaza. « Avant, je donnais environ 160 concerts par an. Depuis le 7-October, je n'en ai donné que deux », se désolait Tamer Nafar à l'automne 2025, alors que son groupe n'a jamais pu se

produire dans l'enclave. Désormais, la protéiforme scène rap palestinienne est partout, dans les territoires occupés comme en Israël. Grâce à Internet, son audience dépasse largement les frontières du Proche-Orient.

Au printemps 2021, les MC Daboor (de Jérusalem-Est) et Shabjdeed (de Ramallah) ont ainsi signé l'hymne de l'Intifada de l'unité, « Il est temps », qui a fait exploser les compteurs sur YouTube, accumulant *presto* plusieurs dizaines de millions de vues. Aujourd'hui encore, ce titre aux paroles et au beat furieux continue de galvaniser la jeunesse palestinienne où qu'elle soit.

La diaspora n'est pas en reste, de la péninsule Arabique aux États-Unis en passant par l'Europe. « *Ils peuvent nous prendre nos terres, mais ils ne nous prendront jamais notre voix* », gronde par exemple Shadia Mansour. Basée à Londres, la « première dame du hip-hop arabe » porte depuis longtemps le fer contre l'occupation de la Palestine. Au début des années 2010, son hit « *Al-kufiyyeh 3arabeyyeh* », qui met en avant le keffieh comme symbole de lutte contre l'impérialisme, a fait vibrer les milieux propalestiniens.

« La dabkeh, c'est notre pogo. »

Le collectif 47Soul

Mais il n'y a pas que le keffieh : la dabkeh est l'autre pilier de l'identité et de la résistance de la Palestine. Après la guerre des Six Jours, l'OLP a ainsi fait de cette danse collective levantine un outil précieux de sa propagande culturelle. « *Quand nous tapons du pied [en dansant le dabkeh], nous disons que, peu importe à quel point nous avons été dispersés, la Palestine restera toujours sous nos pieds* », confiait il y a quelques années le folkloriste Abou Hani.

« *La dabkeh, c'est notre pogo* », compare de son côté 47Soul. Ce collectif formé à Amman, qui réunit des Palestiniens de différentes terres, en a fait la base de son « shamstep », contraction de « dubstep » et de « al-Sham » (« le Levant », en arabe). Une fusion qui ressemble au style du Syrien Omar Souleyman.

« On veut raconter l'histoire de la division de la Palestine, de la Nakba de 1948 et de la diaspora, en nous concentrant particulièrement sur le Levant », précisent ses membres, qui chantent en anglais et en arabe. Le chiffre 47 est

aussi symbolique : à l'époque, la Palestine existait encore et « *en 1947, on pouvait prendre sa voiture et circuler librement de Damas à Jérusalem, à Beyrouth et à Amman* ».

« *Alors que le reste du monde tergiverse, les Palestiniens n'ont pas le choix de continuer la lutte... et de composer des chansons* », conclut Emmanuel Dror. Comme la superstar Mohammed Assaf, vainqueur de l'édition 2013 de « Arab Idol », qui a grandi dans un camp de réfugié-es de Khan Younès : « *Redresse la tête [...], Gaza appelle, et qui l'entend ? [...] Prenez mon sang et apportez-moi la liberté [...]. Même si l'injustice s'intensifie, nous protégeons sa terre* », lance-t-il en janvier 2024 dans « Gaza la fière ».

Peu après le 7 octobre 2023, le chanteur pop israélien Elkana Marziano a ironiquement détourné en hébreu l'un des plus grands tubes de Mohammed Assaf, « Mon sang est palestinien ». Un affront pour les Palestinien·nes, alors que cette chanson est devenue dès sa sortie en 2015 « *un hymne de la résistance* », qui « *résonne encore dans les haut-parleurs lors des manifestations à travers le monde et a servi de bande-son à des centaines de milliers de vidéos TikTok* », rappelle The New Arab.

Une tempête s'est ensuivie sur les réseaux sociaux, dénonçant l'appropriation de ce symbole. « *D'abord notre terre, maintenant notre musique* », commente par exemple Hamzah, gameur palestino-états-unien aux 10 millions d'abonné-es. Quelques mois plus tôt, cette chanson avait pourtant disparu un temps de toutes les grandes plateformes de streaming. Les soupçons s'étaient portés sur le lobbying du groupe sioniste We Believe in Israel, très actif auprès des gouvernements et des entreprises occidentales contre « l'antisémitisme ».

En revanche, « Enfer et chaos », la chanson belliciste du duo drill israélien Ness & Stilla, n'a jamais été inquiétée

malgré ses paroles d'une extrême violence. « *Toutes les unités de Tsahal s'apprêtent à déchaîner l'enfer et le chaos sur vous, / Un, deux, feu !* », mitraille le refrain. Des cibles sont nommément identifiées : les dirigeants du Hamas, du Hezbollah et des brigades Al-Qassam – tous tués depuis sa sortie mi-novembre 2023 –, ainsi que Bella Hadid, Dua Lipa et Mia Khalifa.

Les deux rappeurs promettent en outre de détruire « *les fils d'Amalek* », une référence biblique qui désigne à l'origine les ennemis des juifs, mais que la droite radicale israélienne utilise pour qualifier les partisan·es du Hamas et, par extension, tous les Palestiniens et Palestiniennes (ainsi que leurs soutiens). Plébiscité, ce morceau a été numéro un de tous les classements d'Israël en 2024. Dans le monde arabe, de nombreux médias l'ont qualifié de « génocidaire ».

« *Le propos peut sembler brutal. Il fait écho au ressenti d'une partie de la jeunesse israélienne, avance Cyril Sauvageot, sur France Inter. Une génération qui n'était pas née aux moments des accords d'Oslo et n'a rien connu d'autre que Benyamin Nétanyahou au pouvoir.* » Plus de trois décennies ont en effet passé et les colombes qu'évoquait alors le groupe palestinien Sabreen n'ont cessé de s'éloigner au fur et à mesure que les crises se sont aggravées et que les morts se sont accumulés.

Lors du 70^e anniversaire de la Nakba, Fairouz se lamentait dans « Jusqu'à quand, Seigneur ». Mais la tendance ne s'est pas inversée, au contraire. Malgré les désillusions, certains artistes refusent de baisser complètement les bras. Comme les rappeurs de DAM : « *La musique ne peut pas arrêter une machine de guerre, mais elle a un rôle, même infime.* »

Simon Rico